La guerre civile en Espagne

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Toutes les archives des ministères madrilènes ont été retrouvées à Barcelone

Barcelone, 29 janvier. — On vient de retrouver à Barcelone les archives complètes de tous les ministères qui furent emportées de Madrid quand le gouvernement marxiste s'installa à Valence, puis à Barcelone.

Ces archives ne contiennent pas seulement les documents antérieurs au mouvement mais encore ceux de la guerre jusqu'à l'évacuation de la capitale catalane. Les services de récupérations qui font preuve d'une grande activité dans la ville ont retrouvé aujourd'hui, une quantité assez considérable de joyaux et de pièces d'or et d'argent ainsi que de nombreux objets d'art.

Des messes solennelles ont été célébrées dimanche dans toute l'Espagne franquiste

Burgos, 29 janvier. — Dans les diverses capitales des provinces, des messes solennelles et des « Te Deum » ont été célébrés dimanche à l'occasion de la prise de Barcelone.

A Burgos, en particulier, plusieurs ministres ont assisté aux cérémonies religieuses.

Sur les diverses places de Barcelone ont été célébrées des messes en plein air, auxquelles assistait un public nombreux. A midi, une messe solennelle a été dite place de Catalogne, en présence des généraux commandant les divisions de Navarre.

Les bombardements aériens de Barcelone avaient des buts purement militaires, affirme le commandant Morato, l'as de l'aviation nationaliste

Barcelone, 29 janvier. — L'as de l'aviation nationaliste espagnole, le commandant Garcia Morato, a exposé devant la presse le but des bombardements aériens que la ville de Barcelone a subis. L'aviateur a affirmé que ces bombardements répondaient à des buts purement militaires, pour empêcher le ravitaillement des rouges.

M. Alvarez del Vayo était hier matin à Perpignan

Perpignan, 29 janvier. — M. Alvarez del Vayo, ministre des Affaires étrangères, a passé quelques heures à Perpignan, dimanche matin, puis il est reparti pour Figueras.

— Je suis plein de douleur, a-t-il déclaré, quand je songe à l'indifférence avec laquelle on a laissé le peuple espagnol se battre depuis plus de deux ans, mais je suis encore davantage rempli d'inquiétude quand je songe aux répercussions que la victoire de Mussolini risque d'avoir pour l'avenir de l'Europe.

L'arrivée des réfugiés en France

Perpignan, 29 janvier. — Dès la réouverture de la frontière dimanche matin, l'afflux des déserteurs gouvernementaux et des réfugiés civils a repris vers le territoire français. L'état des malheureux qui se présentent, est de plus en plus lamentable.

Depuis 10 jours, ils se trainent à pied au long des routes, avec, pour toute nourriture, quelques croûtons de pain entassés dans un sac. Ils gisent maintenant, affalés sur leurs paquets, si épuisés que, malgré la faim, ils ne prenennt qu'avec lenteur les morceaux de pain qu'on leur distribue. Réchauffés, reposés, c'est lentement, malgré tout, qu'ils s'entassent par douze dans les wagons d'évacuation.

A Bourg-Madame, la foule se presse de plus en plus nombreuse devant les barrages et cinq trains venant d'Espagne sont arrivés à La Tour de Carol.

A Cerbère, par la route côtière, sont arrivés des convois de camions automobiles dont l'un, dimanche matin, transportait quatre cents grands blessés militaires et civils, victimes des bombardements, qui auraient été évacués des hôpitaux de Gérone. Un hôpital militaire de campagne a été rapidement aménagé par les autorités françaises sous les hangars de la gare internationale.

De Perpignan partent sans arrêt vers les localités frontières des chargements de pain et d'énormes récipients de nourriture chaude préparée par les cuisines militaires.

Parmi les réfugiés arrivés tant par le Perthus que par Prats-de-Mollo se trouvent tous ceux qui ont été évacués de Valence, de Madrid ou de Barcelone, ainsi que des campagnes du Nord, dont les habitants fuient à leur tour.

On remarque dans la foule de hauts fonctionnaires et des magistrats, formant les cadres administratifs ou judiciaires de la Généralité: M. Guimpera, conseiller à la Généralité de Catalogne; Mme Julia Alvarez, député aux Cortès, MM. José Giral, ancien ministre du gouvernement central; Carasco Pedro, directeur de l'observatoire de Barcelone; Navaro Thomas, directeur de la Bibliothèque nationale de Madrid, et Balbeny, député catalan.

Près de cinq mille femmes et enfants ont été acceptés dimanche et dirigés vers Nimes, Montpellier, Nevers, etc... 695 enfants, venant de Barcelone et de Gérone, groupés à Puigcerda, sont partis pour La Roche-sur-Yon.

A 19 heures, six cents hommes ont franchi clandestinement la frontière, cent trente-deux d'entre eux qui ont été rattrapés, sont gardés à la gare internationale.

L'enclave de Llivia, qui se vide à son tour, est étroitement surveillée.

Au cours de la tempête qui a fait rage dans la nuit de samedi à dimanche sur la côte rocheuse, nombre de barques transportant des fuyards espagnols ont dû faire naufrage au large du cap Bear. On a entendu, en effet, à Cerbère, des appels au secours venant de la mer.

Deux pillards sont arrêtés à leur arrivée à Port-Vendres

Port-Vendres, 29 janvier. — Au cours de la nuit de samedi à dimanche est arrivé le garde-côte républicain « V-10 », armé d'un canon de 105 mm. et d'un autre de 40 mm., avec quarante hommes d'équipage. Les culasses des pièces ont été enlevées par les matelots des torpilleurs français, et l'équipage gardé à son bord par des marins, a été désarmé.

Parmi les chalutiers, figure une petite embarcation montée par quatre personnes, à bord de laquelle on a découvert une collection d'objets d'art et des pièces d'argenterie. Les deux jeunes gens possesseurs de ces objets avaient demandé au patron du « Cacatoès » de les passer en France. Au large de Port-Vendres, le bateau fut accosté par une chaloupe de la capitainerie du port, qui lui intima l'ordre d'aborder.

Le « Cacatoès » fut fouillé par les douaniers français, qui découvrirent un magnifique bas-relief de sujet religieux des fusils-mitrailleurs, des tableaux, dont un représente saint Jean-Baptiste, décollés de leur cadre, ainsi qu'une autre toile ayant conservé son cadre et portant encore les indications du catalogue d'un musée, une collection extrêmement importante de pièces massives d'argenterie et une série de médailles et de curiosités numismatiques ont été aussi trouvées.

Le ministre de Grande-Bretagne s'installe à Port-Vendres

Londres, 29 janvier. — M. Ralph Stevenson, ministre de Grande-Bretagne auprès du gouvernement espagnol, va établir les bureaux de sa mission à Port-Vendres.

On apprend, d'autre part, que sir Ralph Hodgson, agent britannique à Burgos, en congé pour raisons de santé depuis un temps assez long, rejoindra son poste vers la fin de la semaine.

Une note extrêmement ferme aurait été adressée au général Franco par le gouvernement britannique

Londres, 29 janvier. — Le gouvernement britannique aurait fait remettre au général Franco, par son agent à Burgos, une note « exceptionnellement ferme » demandant aux autorités nationalistes de préciser leurs intentions en ce qui concerne le paiement d'indemnités aux navires britanniques bombardés par les avions franquistes.

Le rédacteur politique du « Reynold News », auteur de cette information, ajoute que l'agent britannique a reçu pour instruction d'exiger une réponse immédiate à cet « ultimatum » afin qu'elle parvienne à Londres avant le débat de mardi à la Chambre des Communes.

Un sénateur américain demande la reconnaissance du général Franco par les Etats-Unis

Washington, 29 janvier. — Dans une lettre adressée à M. Cordel Hull, M. Mac Cormack, représentant démocrate du Massachusetts, demande que le Gouvernement des Etats-Unis reconnaisse le général Franco. M. Mac Cormack remarque que le gouvernement de Burgos est accepté par la majorité du peuple espagnol et qu'il a prouvé, depuis le début de la guerre, qu'il pouvait exercer une juridiction politique dans l'ordre et la justice.

Le « Popolo d'Italia » exalte l'action décisive des légionnaires italiens dans l'offensive franquiste

Un article du « Popolo d'Italia », sur le soldat italien, exalte la part prise par les légionnaires italiens aux opérations de Catalogne.

« Les légionnaires italiens, écrit en substance le journal de M. Mussolini, ne sont pas nombreux, mais ils ont eu un rôle décisif dans la grande offensive. La petite formation légionnaire a souvent joué dans l'armée nationaliste un rôle dévolu au premier violon dans un orchestre... au premier violon, qui est un instrument entre tant d'autres, mais qui est celui qui donne le ton, la mesure et l'esprit !

» Et l'harmonie de l'action a été parfaite, superbe et grandiose. Tous les exécutants y ont mis de leur âme. La musique a eu, en quelque sorte, un rythme italien. La physionomie de la bataille évoque quelque chose de « bersagliieresque. »

Le Popolo d'Italia » exalte aussi les vertus militaires du soldat italien. : « Le soldat italien, proclame-t-il, est l'homme des miracles ; il a la discipline du cœur. »

« Si l'Italie est intervenue en Espagne c'est pour des raisons d'ordre stratégique », avoue M. Giovanni Ansaldo

Rome, 29 janvier. — Dans « La Gazetta del Popolo », M. Giovanni Ansaldo compare la France du XXe siècle à la Carthage d'Annibal.

« Si l'Italie est intervenue en Espagne, expose-t-il en substance, c'est pour des raisons d'ordre stratégique et non pas seulement pour des considérations de caractère idéologique : pour préserver Rome d'une offensive dans le genre de celle d'Annibal, c'est-à-dire d'une invasion de la France avec l'aide de troupes de couleur venues d'Afrique à travers l'Espagne.

» M. Mussolini, tel Scipion, a voulu briser le nouveau circuit méditerranéen, Afrique septentrionale-Espagne-France par où tant de barbarie pouvait un jour se répandre sur Rome.

» La caractéristique essentielle de la France moderne, explique le journaliste officieux, est identique à celle de Carthage : c'est un état ploutocratique, pourvu de larges ressources financières, mais disposant de maigres ressources en hommes : son objectif ? défendre la frontière du Rhin et écraser Rome à la première occasion propice. C'est pourquoi l'état-major français s'emploie à recruter d'une manière intensive en Afrique, comme le faisait Annibal autrefois, et pour assurer le transport de ces contingents en France celle-ci cherche à asservir l'Espagne. »

Le journaliste officieux affirme que ce « plan impérialiste » de la IIIe République aurait réussi s'il n'y avait eu l'intervention italienne, et que la chute de Barcelone constitue donc quelque chose de plus qu'un coup asséné à la propagande bolchevique internationale.

— Le poète irlandais William Butler Weats, prix Nobel de littérature 1923, est décédé à Menton, à l'âge de 74 ans.

Les discours dominicaux

Les Français auraient cessé d'être dignes de la liberté si les controverses de politique intérieure ne s'effaçaient pas, à un moment historique si grave, devant le sentiment exclusif de l'unité nationale, déclare M. Chautemps à Blois

Blois, 29 janvier. — La Fédération radicale et radicale-socialiste du Loir-et-Cher a tenu dimanche, au château de Blois, son congrès annuel présidé par M. Camille Chautemps.

MM. Pichery, sénateur ; Laurens et Courson, députés, anciens ministres ; Rotinat, député, et Chichery, président du groupe radical de la Chambre ont prononcé de courtes allocutions ; puis M. Camille Chautemps a pris la parole en ces termes :

« Il est des heures dans la vie d'un peuple où les controverses de politique intérieure, si légitimes qu'elles soient, doivent s'effacer devant le sentiment exclusif de l'unité nationale face aux menaces extérieures. Si nous ne parvenions pas à un moment historique si grave à faire pénétrer cette conviction dans l'esprit et dans le cœur de l'unanimité des Français, c'est que nous aurions cessé d'être dignes de la liberté. »

L'orateur décrit ensuite les menaces que les régimes totalitaires font peser sur la paix et affirme la confiance de la France dans la puissance de ses armes, le courage de ses fils, l'immensité des ressources de son empire, la loyauté de ses alliés, les sympathies qu'inspirent au monde civilisé son bon droit et sa volonté pacifique. Il dit également son ferme espoir du maintien de la paix.

« En vérité, conclut le vice-président du Conseil, les Français sont aujourd'hui heureusement d'accord beaucoup plus que certains hommes politiques voudraient le laisser croire sur les données fondamentales de la vie nationale. Nous pouvons donc adresser avec confiance un ardent appel au pays pour que, dans une passe dangereuse, il se groupe autour du gouvernement dont l'action est précisément inspirée par le sentiment profond de cette unanimité nationale. »

M. Bonnet à Angoulême

Parce que nous connaissons l'esprit de sacrifice et le courage de notre peuple, nous devons nous imposer une stricte discipline, tendre au maximum nos énergies pour assurer ce bien suprême : la paix

Angoulême, 29 janvier. — Dimanche matin s'est ouvert, à Angoulême, le congrès de la Fédération radicale et radicale-socialiste du Sud-Ouest auquel ont pris part les délégués de onze fédérations départementales.

M. Odin, sénateur, a développé son rapport sur la politique extérieure : « L'Espagne, a-t-il dit notamment, doit rester espagnole avec le régime qu'il lui plait de se donner et la France doit vivre en paix avec elle en reprenant les relations cordiales d'amitié séculaire. »

A 11 h. 20, M. le ministre des Affaires étrangères fait son entrée dans la salle. Toute l'assistance, debout, l'acclame. Après avoir réélu par acclamations M. G. Bonnet, président de la Fédération radicale du Sud-Ouest le congrès a adopté à l'unanimité un ordre du jour adressant au président Daladier ses compliments pour l'œuvre qu'il poursuit en vue du redressement du pays et félicitant le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères pour la conduite ferme et prudente de la politique extérieure.

A midi, un banquet a réuni les congressistes à l'issue duquel le ministre des Affaires étrangres a pris la parole.

« Si des difficultés, a-t-il conclu, devaient nous attendre un jour, nous y ferons face avec le calme et le sang-froid d'un peuple sûr de son destin.

» La mobilisation de l'armée française au mois de septembre a montré que la France se lèverait d'un seul élan comme elle l'a fait à toute heure de son histoire et que, ceux qui compteraient sur sa decadence se réserveraient de cruelles surprises, mais justement parce que nous connaissons l'esprit de sacrifice et le courage de notre peuple, nous devons nous imposer une stricte discipline, accélérer notre production,tendre au maximum nos énergies pour assurer à la nation française ce bien suprême : la paix. »

A Lyon, M. Herriot dit son optimisme

Léon, 29 janvier. — La Fédération départementale des Jeunesses radicales du Rhône avait organise pour dimanche matin, une réunion en vue de fêter la réélection de M. Herriot, à la présidence de la Chambre et le troisième anniversaire de l'entrée de M. Julien dans les Conseils du gouvernement.

M. Julien exalta le rôle joué par M. Herriot dans les destinées du pays et il conclut en montrant que, dans les administrations de l'Etat, la fermeté doit s'unir à la bienveillance, mais qu'on ne doit jamais perdre de vue l'intérêt général.

M. Herriot célébra les institutions parlementaires et l'idée de liberté. Faisant allusion à la situation internationale, il remarqua que régnait dans le pays l'inquiétude du lendemain. Mais il souligna qu'il n'était pas anxieux, convaincu qu'il est, en effet, que nous dominerons les difficultés actuelles, mais à deux conditions : d'abord avoir du sang-froid, ensuite rester unis, « malgré des divisions, qui sont comme des preuves de notre liberté. »

Plus que jamais, l'envoi d'un représentant à Burgos s'impose, déclare M. Taittinger

La Rochelle 29 janvier. — Au cours d'une réunion organisée par le Parti républicain national et social à La Rochelle, M. Pierre Taittinger, député de Paris, a déclaré « qu'il se refusait à considérer comme une défaite française l'effondrement du Front populaire espagnol en Catalogne »

« Conserver encore des doutes sur l'issue de la lutte, croire même à une possibilité de redressement des gouvernementaux espagnols est une gageure. Le fait Franco est un fait dont il faut tenir compte, a-t-il ajouté.

« Les premiers, nous avons réclame l'envoi d'un representant à Burgos. A l'heure présente, par suite de la fermeture du port de Barcelone au trafic avec la France, une grave question se pose sur le terrain économique et commercial. Nous sommes persuadés que le gouvernement, comprenant la gravité de la situation, apportera prochainement le remède attendu. »

Après les discours de MM. Chamberlain, Daladier et Georges Bonnet

Londres, 29 janvier. — Le discours de M. Chamberlain à Birmingham, les discours de MM. Daladier et Georges Bonnet à la Chambre française et les prévisions sur le discours que M. Hitler doit prononcer lundi, à Berlin, sont étroitement associés dans les commentaires des journaux dominicaux britanniques.

Les organes conservateurs « Sunday Times » et « Observer » laissent entendre que la fermete des paroles des ministres français et britanniques permet d'attendre avec plus de sang-froid les déclarations du chef du IIIe Reich.

Le simple fait que l'annonce d'un discours de M. Hitler est une source, non pas de confiance, mais d'appréhension, écrit l' « Observer », montre le genre de réputation qu'a Hitler dans l'esprit des honnêtes gens.

« Si le ton du discours de lundi est meilleur que l'on ne prévoit, on s'en montrera d'autant plus soulagé. En attendant, on ne saurait oublier les discours de ce genre prononcés naguère au Reichstag. Une logique naive tendrait à faire penser que la fin prochaine de la guerre d'Espagne constituerait une occasion propice à un soulagement universel, mais au même moment, on a vu surgir et non par hasard, des revendications italiennes contre la France.

« Par leurs réponses, MM. Daladier et Bonnet ont exprimé l'espoir qui réside dans l'esprit de tous les gens raisonnables que les extravagances de 1938 n'induiront pas en erreur ceux qui dirigent les activités totalitaires.

« Le pays des Sudètes — les cyniques pourront dire ce qu'ils voudront — n'est pas la même chose que la souveraineté territoriale française ou britannique ».

De son côté, le « Sunday Times » s'exprime en ces termes : « M. Chamberlain a hardiment levé l'étendard de la paix et du bon vouloir entre les nations, il a souligné, et non pour la première fois, la stupidité de la guerre, les lourdes pertes qu'elle entraine même pour les vainqueurs ; il a insisté sur l'étendue du réarmement britannique et son accélération rapide dans tous les domaines depuis septembre 1938.

« Aussi, avant de décider leurs prochains gestes, les dictateurs ne devraient se permettre aucune illusion dangereuse. La Grande-Bretagne désire aussi peu que possible consacrer ses ressources à la guerre. Mais une fois qu'elles y seront consacrées, ces ressources seront immenses et formidables »

« Sans chercher à deviner ce que dira M. Hitler, nous voyons qu'il se trouve à la croisée des chemins. A lui de choisir, et non pas seulement pour son pays, entre le bien et le mal. M. Chamberlain a rappelé et réaffirmé, samedi soir, la déclaration de Munich. Esperons que M. Hitler n'y restera pas moins fidèle. C'est la seule ligne sur laquelle se trouve la grandeur et le bonheur de l'Europe.

Les Etats totalitaires veulent la paix, mais...

Rome, 29 janvier. — Le discours prononcé à Birmingham par M. Chamberlain trouve un écho sympathique dans la presse italienne qui en reproduit de larges extraits. Le discours est considéré, en général, comme un geste de paix. On reconnait la sincérité, le réalisme, la bonne volonté du premier britannique et l'on assure que personne ne songe, en Italie, à décourager cette tendance.

« Tous les gouvernements, dit le « Popolo di Roma », même le gouvernement français disent qu'ils désirent la paix et il n'y a aucune raison de douter de leur sincérité. Mais pourquoi n'arrive-t-on pas à réaliser cette pacification tant souhaitée ? C'est parce que les gouvernements, s'ils sont d'accord pour souhaiter la paix ne désirent pas tous la même paix. Les Etats totalitaires veulent la paix à condition que soient satisfaites certaines nécessités de vie fondamentales pour eux, tandis que les autres Etats veulent que l'état de choses actuel se perpétue. Les uns veulent la paix dans la justice, les autres la paix sur la base du statu quo actuel tout injuste qu'il soit.

« En conclusion, on peut dire que le discours de M. Chamberlain ne crée aucune situation nouvelle dans aucun secteur de la politique internationale ».

La presse allemande publie des commentaires favorables

Berlin, 29 janvier. — Le discours de M. Chamberlain à Birmingham n'a été connu à Berlin que par des extraits, parvenu, très tard dans la soirée. Seuls quelques commentaires succincts paraissent dans la presse du matin sur un ton assez favorable.

La « Deutsche Allgemeine Zeitung » estime que les attaques de l'opposition n'ont pu faire dévier M. Chamberlain de la ligne qu'il s'est fixée en politique extérieure.

« Comme dans son précédent discours conscient des conséquences meurtrières d'une guerre moderne, il continue à préconiser la réalisation de fins politiques par voie de négociations, et sa déclaration affirmant que toute aspiration raisonnable a droit à être satisfaite, nous semble un argument digne de considération

« Il a fait ainsi allusion à la tension italo-française, et à sa possibilité de solution.

« Personne ne contestera non plus que, comme l'a dit M. Chamberlain, on désire la paix en Allemagne, comme en Angleterre, en Italie et en France, mais il faut que ce soit une paix de droit et de justice entre puples égaux en droits ».

Le « Lokal Anzeiger » constate que le discours de M. Chamberlain est un plaidoyer de défense envers les adversaires de sa politique. Le journal déplore toutefois que le premier britannique n'ait pas nommé ses adversaires.

— La villa du chanteur Charpini, 46, rue de la Paix, à Saint-Leu-la-Forêt, a reçu la visite de malfaiteurs. On croit avoir affaire à des vandales plutôt qu'à des voleurs.

— A Prague, un communiqué officiel annonce que le parti national-socialiste allemand et ses filiales pourront, désormais exercer librement leur activité en Tchécoslovaquie.

Les revendications italiennes

« SAVOIE ET FRANCE NE FONT QU'UN !... » C'est derrière une banderole portant ces simples mots, que les habitants de Modane et de Fourneaux ont défilé pour protester contre les revendications italiennes

Modane, 29 janvier. — Une manifestation de protestation contre les revendications italiennes s'est déroulée dimanche à Modane, ville frontière reliée à l'Italie par le tunnel du Mont Cenis. Malgré l'ampleur qu'elle a revêtue, le service d'ordre n'a eu, à aucun moment, à intervenir.

A Modane et à Fourneaux, ville voisine, sur les dix kilomètres que devait parcourir le cortège, les maisons étaient abondamment pavoisées, même celles qui sont occupées par des Italiens, assez nombreux dans la région.

A 14 heures, le cortège s'est formé devant le monument aux morts de Fourneaux; les maires du canton, ceints de leur écharpe tricolore, marchaient en tête. L'un d'eux, avant que le cortège s'ébranlât, prononça une courte allocution invitant la foule à rester digne et à ne manifester que par le chant de la « Marseillaise », derrière les sept drapeaux tricolores, seuls admis dans le cortège.

Des banderoles portaient ces mots: « Savoie et France ne font qu'un ». « Etrangers, par delà les frontières, la France vous tend la main ». « L'Empire colonial francais à la France ».

Aux accents de la « Marseillaise », le cortège, qui comprenait plusieurs milliers de personnes, s'est mis en marche et s'est rendu au pied des monuments aux morts de La Dizze et de Modane, avant de se disloquer.

A SOUSSE, UNE MANIFESTATION DES CHEMINOTS EST INTERDITE

Sousse, 29 janvier. — Les cheminots du depôt de Sousse devaient manifester samedi après-midi, pour protester contre le discours prononcé par M. Mussolini après la prise de Barcelone, et contre les manifestations antifrançaises des étudiants de Rome; des étudiants devaient se joindre à eux.

L'autorité, avisée de ce projet, a fait intervenir un service d'ordre qui, dès avant l'heure prévue, a encerclé la gare pour empêcher les manifestants de sortir. Le contrôleur civil a invité les manifestants à se disperser, ce qui fut fait avec calme et dans l'ordre.

Une certaine animation a régne en ville; mais aucun incident ne s'est produit.

Le consulat d'Italie et les écoles italiennes sont gardées.

« ELLES PORTENT ESSENTIELLEMENT SUR LA CORSE ET SUR LA TUNISIE » SOULIGNE LA « STAMPA »

Rome, 29 janvier. — Les revendications italiennes en Méditerranée portent essentiellement sur la Corse et sur la Tunisie, c'est la « Stampa » qui le souligne, dans un article destiné à démontrer que ces revendications ne sont pas le produit d'une improvisation

« Lorsque nous autres, Italiens, écrit-elle, disons « La Tunisie ! la Corse ! » nous ne prononçons pas des noms nouveaux; ce sont des noms qui expriment une matière et une âme, qui, pour nous vivent depuis des siecles. Tant d'événements sont passés, et ces noms ne sont pas morts ! Toutes les générations se les ont transmis, avec un vœu qui est une certitude, selon la loi d'honneur qui préside à la vie des nations.

» L'heure viendra où le vœu se transformera en réalité.

» Comment et quand ? Nous ne le savons pas; mais une chose est certaine, c'est que les manœuvres n'auront pas raison d'une flamme idéale, qui est nourrie par tout un peuple. »

Les élections

Un socialiste, M. Bugain, est élu député de Saint-Quentin (1re circonscription)

Saint-Quentin, 29 janvier. — Voici les résultats du scrutin de ballottage de l'élection législative de Saint-Quentin, 1re circonscription :

Inscrits : 15.124 ; votants : 11.577

MM. Bugain, socialiste .. 6.480 voix ELU

A. Robert, rad. ind. 4.748 voix

Au premier tour les résultats avaient été les suivants : MM. Bugain : 4.190 voix ; Arthur Robert : 4.144 ; Pelat, communiste, 2.490 ; Molinier, frontiste 383.

Il s'agissait de remplacer le docteur Hollande socialiste, décédé.

Aux élections générales de 1936, les résultats avaient été les suivants :

Inscrits : 1er tour, 13.896 ; 2e tour, 15.879.

Votants : 13.842 et 14.990 ; suffrages exprimés : 13.537 et 13.896 ; majorité absolue : 6.769 et 6.949. M. Feuillette, rép. soc., sortant, 5.329 et 5.745 ; M. Hollande, soc. S.F.I.O., 4.040 et 8.148 ; M. Pelat, communiste, 3.877 ; M. Normand rép. ind., 291.

DANS L'AVIATION

Le nombre des élèves pilotes a plus que triplé et Istres devient une école de perfectionnement

Paris, 29 janvier. — Au lieu des deux ou trois cents candidats admis chaque année à l'Ecole des sous-officiers d'Istres, neuf cents jeunes gens suivront les cours de pilotage pendant l'année 1939

Cet afflux d'élèves-pilotes, exige par la rénovation de notre armée de l'air, a obligé le haut commandement à décongestionner l'école d'Istres.

En conséquence tous les élèves, engagés pour trois ou cinq ans dans le personnel navigant, apprendront à piloter dans l'un des grands centres suivants : Bourges, Ambérieu, Aulnat, Angers, Nimes et La Rochelle.

Dans ces centres de « degrossissement », les futurs aviateurs passeront leur brevet militaire et s'entraineront sur des appareils modernes

Ce n'est qu'après ce premier stage dont la durée prévue est de 7 mois, que les pilotes seront dirigés sur Istres, école de perfectionnement.

— Le « Peuple » publie le texte d'un télégramme de la C.G.T. à MM. Roosevelt, Chamberlain et Daladier, en vue d'une conférence immédiate des gouvernements des trois grandes démocraties.

Le Conseil national économique va examiner les projets de loi sur le travail noir, les magasins à prix unique, la politique agricole d'empire

Le Conseil national économique se réunira lundi sous la présidence du ministre de l'Economie nationale.

Les projets qui doivent être examinés et sur lesquels le Conseil doit donner son avis concernent de nombreuses questions et notamment celles du travail noir, des magasins à prix unique et de la politique agricole d'empire.

En ce qui concerne le « travail noir », il s'agit de concilier la liberté du travail avec les inconvénients du travail noir, qu'il s'agit d'empêcher de concurrencer en particulier l'artisanat, tout en laissant par exemple aux ouvriers chargés de famille la faculté de faire des heures supplémentaires qui leur apportent un complément de salaires souvent très précieux

En ce qui concerne les **magasins à prix unique** dont la loi du 22 mars 1936 avait en principe interdit l'installation jusqu'en avril 1939, la commission du conseil ne trouve une justification de la loi d'exception du 22 mars 1936 « ni dans une concurrence exceptionnelle faite aux autres formes de la distribution ni dans l'intérêt des producteurs industriels, ni dans celui des consommateurs ».

Il va donc être demandé au Conseil national de se prononcer pour un retour au droit commun, tempéré ou plutôt renforcé par un certain nombre de mesures fiscales et de police commerciale, visant notamment les enseignes des magasins les indications de contenance et de poids des produits vendus, l'organisation et la réglementation des rayons d'alimentation, des bars et des restaurants installés dans les prix uniques »

En ce qui concerne la **politique agricole**, il propose d'adopter des mesures précises pour ordonner et développer rationnellement dans le cadre impérial, quatorze grandes productions agricoles: textiles végétaux (coton, lin, chanvre, jute, sisal, fibres de coco, kapok, ramie, etc), sucres, graines oléagineuses, riz, fruits, légumes et pommes de terre, viticulture, pommes cidre, viandes, produits laitiers, animaux produits de basse-cour, apiculture pisciculture, produits forestiers, carburants. Les autres produits, comme les laines et soies, cuirs et peaux, céréales secondaires, thés, cafés, caoutchoucs doivent être ultérieurement étudiés pour une adaptation leur production au même plan d'ensemble. Celui-ci comporte notamment une protection raisonnable, le développement des échanges internationaux, l'organisation professionnelle, dont une caisse permettra de financer la production.

L'assemblée générale du Comité de vigilance et d'action pour la protection de l'enfance malheureuse du Nord

Dimanche, à 10 h., a eu lieu à la salle des Ambassadeurs, à Lille, l'assemblée générale du Comité de vigilance et d'action pour la protection de l'enfance malheureuse du Nord.

La réunion était présidée par M. Bauduin, président, entouré des membres du comité.

Après vérification des pouvoirs des délégués, M. Bauduin donna lecture du procès verbal de l'assemblée du 19 janvier, puis lecture fut donnée des rapports moral, fiancier et contentieux.

L'assemblée adopta ensuite des vœux que nous publions ci-dessous, puis procéda au scrutin pour le renouvellement du bureau. Les membres sortants ont été réélus, ainsi que M. Camus et Mlle Florentin.

Dans l'après-midi, une fête fut donnée dans la salle des Ambassadeur au profit de l'œuvre, avec le concours d'une troupe réputée.

Les vœux

Qu'après un deuxième avertissement aux parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école, les sanctions légales soient appliquées dans toutes leurs rigueurs et qu'ils ne bénéficient plus d'une tolérance exagérée bien souvent injustifiée.

Que la liberté surveillée des enfants ou des familles et le contrôle des institutions de paix, auxquels seraient adjoints des délégués bénévoles pouvant exercer efficacement leur contrôle et leur surveillance sur les enfants, les familles, les institutions publiques et privées du canton.

Que ces délégués bénévoles soient récompensés chaque année par une promotion spéciale sur la proposition du juge de paix dont ils dépendent.

Que tous les autres systèmes de surveillance et contrôle actuellement en vigueur soient supprimés.

Que le Code civil soit revisé afin que les peines infligées aux parents ou personnes coupables de sévices contre des enfants soient plus sévères.

Que l'adoption légale des mineurs abandonnés ou orphelins soit encouragée par tous les moyens

Que dans le cas où l'adoption ne peut être consentie pour des raisons visant l'âge obligatoire des personnes désirant l'adoption, les demandes de garde préparant l'adoption ne puissent être refusées pour ces motifs.

Que M. le ministre de la santé publique prenne l'initiative d'une loi aux termes de laquelle l'hospitalisation d'un enfant ou son envoi en préventorium puissent être décidés lorsqu'ils sont reconnus nécessaires, avec ou sans le consentement des familles, celles-ci ayant la ressource pour s'opposer à ces décisions d'exiger à leurs frais une contre-visite de trois médecins, dont un choisi par elles.

Que, dès que l'abandon a été déclaré à la police par la mère de famille, celle-ci soit autorisée à percevoir directement aux lieu et place de son mari défaillant toutes les allocations et indemnités familiales à charge pour elle de faire régulariser sa situation dans le courant du mois par un jugement de paix dont les frais seraient à supporter par le mari défaillant.

Que toutes dispositions soient prises afin que les demandes en déchéance paternelle soient examinées dans tous les cas avec le maximum de célérité.

Que soit étendu à tous les orphelins de père le régime d'assistance spéciale créé depuis la guerre au bénéfice des « pupilles de la nation »

Que l'hospitalisation du chef de famille entraine l'inscription de celui-ci à la Caisse de chômage, l'allocation pouvant être perçue en son absence par la mère ou l'aîné des enfants.

Que la suppression de l'indemnité de chômage, par exemple pour intempérance, ne soit jamais prononcée avant qu'aient été prises toutes dispositions pour assurer la subsistance des enfants.

Que les mêmes dispositions soient obligatoirement prises en faveur des enfants de tout délinquant ou criminel incarcéré à raison de son délit ou de son crime.

Que soit étendu à la France entière le système des marraines pour pupilles de l'Assistance publique tel qu'il est pratiqué déjà dans certaines régions pour le plus grand bénéfice des enfants assistés

Que des ordres formels soient donnés à tous les agents de l'autorité pour qu'en tout état de cause tout témoignage spontané au sujet des violences exercées par un alcoolique sur ses enfants ou toute plainte directe de mère de famille victime avec ses enfants d'un mari alcoolique soient retenus et instruits dans le délai minimum

Que dans tous les cas où les éléments de l'information permettent de conclure à l'exactitude du témoignage ou de la plainte enregistrés, avis de ce témoignage ou de cette plainte soit donné à toutes fins utiles à M. le président du tribunal des mineurs du ressort

Que les enquêtes faites par les œuvres habilitées auprès du Tribunal sous la responsabilité des personnes qualifiées choisies dans le sein des dites œuvres tiennent lieu d'enquêtes sociales habituellement réclamées par le tribunal afin d'obtenir des jugements plus rapides pour les affaires poursuivies.

DERNIÈRE HEURE

« Nous voulons vivre en amitié avec notre voisin le plus grand, le Reich allemand », déclare le président du Conseil tchécoslovaque

Prague, 29 janvier. — M. Rudolf Beran, président du Conseil, a parlé dimanche soir à Brno, à un meeting des jeunesses du Parti national, au cours duquel sont apparus pour la première fois les uniformes des jeunesses gouvernementales : blouses gris vert, pantalon bleu, casquette à aigle d'or.

Il souligna que la nouvelle Tchéco-Slovaquie ne doit plus compter sur personne et ne plus croire à la sécurité collective.

« Avant notre catastrophe, dit-il, chacun de nous ne se sentait pas membre de la nation, mais de son parti politique. Maintenant, nous venons de créer l'union nationale ».

Après avoir déclaré qu'il faut écarter le danger de l'idéologie étrangère, qui a été la cause du malheur de la Tchéco-Slovaquie, M. Béran exposa le programme social du gouvernement.

« Les citoyennetés accordées depuis 1918 seront révisées, la liberté en matière religieuse sera acceptée, l'athéisme se verra exclu, l'armée sera plus petite, mais continuera sa mission éducatrice.

« En politique étrangère, nous ne conclurons avec personne d'entente dirigée contre un tiers, mais nous vivrons en paix avec tout le monde, et surtout avec nos voisins

« Notre attitude envers ceux-ci sera ouverte, amicale et loyale. Nous voulons vivre et nous vivrons en amitié avec notre voisin le plus grand : le Reich allemand ».

L'assemblée générale des Amicales des sous-officiers de réserve

Le général Dosse insiste sur l'utilité des écoles de perfectionnement

Paris, 29 janvier. — L'assemblée générale annuelle de la Fédération nationale des amicales des sous-officiers de réserve s'est tenue dimanche au Cercle militaire. Onze cents amicales et 75.000 adhérents étaient représentés par 800 membres délégués. Certains étaient venus de Dakar et de Tunisie

Le général Niessel a été réélu président. On lut un message du maréchal Pétain qui félicita les sous-officiers de réserve de leur assiduité aux cours et les remercia de leur dévouement. Le général Dosse, inspecteur général des écoles de perfectionnement, félicita les sous-officiers de l'ardeur qu'ils mettaient à propager le bon esprit militaire et, parlant de la question si importante de l'instruction, il déclara :

« L'armée mobilisée sera la seule qui ira à la frontière avec sur sept hommes mobilisés, un seul de l'active. Les sous-officiers ont un rôle de contremaitres. Il faut donc qu'ils connaissent leur métier et viennent volontairement aux écoles de perfectionnement

Nous sommes sûrs d'eux, parce qu'ils sont Français et dévoués à leur patrie. »

L'enquête sur les attentats terroristes en Angleterre

Cinq Irlandais sont arrêtés à Liverpool

Londres, 29 janvier. — La police a arrêté cinq Irlandais à Liverpool après avoir saisi dans le quartier irlandais de la ville divers documents, une bouteille d'acide sulfurique, un tonneau de pétrole, plusieurs bidons d'essence, un réveil, un appareil pour signaux du modèle de l'armée, un fusil et des câbles électriques. Les perquisitions avaient eu lieu sur des indications de Scotland Yard.

Un Polonais avait tué à coups de revolver un prêtre célébrant la messe

Poznan, 29 janvier. — Laurent Nowak qui, en mai 1938, avait tué à coups de revolver un prêtre célébrant la messe et qui avait été condamné à mort par le tribunal, a été pendu. Le président de la République avait refusé d'user de son droit de grâce.

Une réunion du parti républicain radical à Valenciennes

LA QUESTION ESPAGNOLE

Dimanche matin, s'est tenue une assemblée générale d'informations du parti républicain radical de l'arrondissement, en présence de M. Léon Millot, maire de Valenciennes, ancien ministre, président actif, entouré de MM. Lucien Besset, André Grisoni, Milliès-Lacroix, sénateur ; Pierre Cathala, des Rotours, sénateur du Nord etc...

En ouvrant la séance, M. Millot